

Burundi : Vers la mise en place d'une politique nationale de sécurité chimique

@rib News, 12/04/2016 â€“ Source Xinhua Le Burundi est Ã pied d'Å“uvre pour la mise en place d'une politique nationale de sÃ©curitÃ© en vue de pouvoir faire face aux problÃªmes environnementaux et sanitaires dÃ©coulant d'une mauvaise utilisation des produits chimiques, a affirmÃ© mardi JÃ©rÃªme Karimumuryango, expert national des polluants organiques persistants (POPs). Dans un entretien accordÃ© mardi Ã Xinhua en marge d'une cÃ©rÃ©monie de lancement d'un projet de renforcement des capacitÃ©s nationales pour la mise en oeuvre de SAICM (approche stratÃ©gique de la gestion internationale des produits chimiques) au Burundi, l'expert Karimumuryango, a prÃ©cisÃ© que cette situation relÃªve principalement de la problÃ©matique de la pollution de l'eau, du sol et de l'air.

Subsidiairement, a-t-il fait remarquer, la mauvaise utilisation des produits chimiques au Burundi, entraÃªne frÃ©quemment des problÃªmes de santÃ©, au niveau de la santÃ© humaine et animale. "Les rÃ©ponses ultimes pour faire face Ã ces dÃ©fis environnementaux et sanitaires au Burundi, est la mise en place d'une politique nationale de gestion des produits chimiques, l'Ã©laboration d'un plan d'action de gestion des produits chimiques et la mise en place d'un forum national de concertation entre toutes les parties prenantes concernÃ©es par la gestion des produits chimiques", a-t-il soulignÃ©. "Au niveau de l'industrie, l'on doit veiller Ã ce que la fabrication soit telle qu'il n'y ait pas d'impact nÃ©gatif des produits transformÃ©s sur la santÃ© des travailleurs ; et, la mÃªme attention doit Ãªtre observÃ©e au cours des Ã©tapes de transport et de stockage pour Ã©viter des impacts nÃ©gatifs sur la santÃ© humaine et environnementale", a-t-il prÃ©venu. En ce qui concerne l'utilisation des produits chimiques, a-t-il recommandÃ©, le Burundi doit mettre un accent particulier sur la recherche des voies et moyens pour Ã©liminer les rÃ©sidus (restes des produits non utilisÃ©s), en vue d'Ã©viter que ceux-ci "affectent nÃ©gativement" la qualitÃ© de l'eau, du sol et de l'air. Cette politique nationale de sÃ©curitÃ© chimique, a-t-il rÃ©vÃ©lÃ©, devra renfermer Ã©galement deux axes importants, Ã savoir celui du recyclage des emballages des produits chimiques, et celui d'Ã©limination des produits pÃ©rimÃ©s au bout de la chaÃªne de fabrication, de distribution et de commercialisation. Cet expert national des Pops, en a profitÃ© pour attirer l'attention des autoritÃ©s sur le fait que la sÃ©curitÃ© chimique de la ville de Bujumbura est menacÃ©e par la pollution du lac Tanganyika, qui lui est riveraine. En effet, a-t-il expliquÃ©, jour pour jour, les eaux usÃ©es provenant des industries implantÃ©es dans cette municipalitÃ© urbaine de Bujumbura depuis plus d'un siÃ©cle, sont rejetÃ©es directement dans le lac Tanganyika, source la plus importante d'eau dont dispose le Burundi. Le lac Tanganyika est aussi une des rÃ©serves les plus grandes d'eau douce que le monde possÃ©de. Le dÃ©veloppement de ce projet devrait faire avancer le Burundi dans une gestion Ã©cologiquement rationnelle des produits chimiques, a-t-il renchÃ©ri, en faisant remarquer que les questions de gestion des produits chimiques sont encore nouvelles au Burundi. L'expert a soulignÃ© en effet que ce n'est qu'en 1989, que le Burundi, s'est dotÃ©, pour la toute premiÃªre fois de son histoire, d'un ministÃ¨re de l'environnement.Ã